



**SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**“UN ENVIRONNEMENT POUR L’EUROPE”**

BELGRADE (SERBIE)

10-12 octobre 2007

---

**RAPPORT DE LA SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**«UN ENVIRONNEMENT POUR L’EUROPE»**

**Additif**

**RÉSUMÉ DE LA SÉANCE CONJOINTE CONSACRÉE À L’ÉDUCATION**  
**EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,**  
**ÉTABLI PAR LE PRÉSIDENT**



NATIONS UNIES





**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.3  
10 décembre 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Sixième Conférence ministérielle  
«Un environnement pour l'Europe»  
Belgrade, 10-12 octobre 2007

**RAPPORT DE LA SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
«UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE»**

Additif

**RÉSUMÉ DE LA SÉANCE CONJOINTE CONSACRÉE À L'ÉDUCATION  
EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,  
ÉTABLI PAR LE PRÉSIDENT**

*Document établi par M. Spyridon Taliadouros, Ministre adjoint de l'éducation  
nationale et des cultes (Grèce), Président de la séance conjointe*

Les Ministres de l'éducation et de l'environnement de la région de la CEE se sont réunis pour la première fois depuis l'adoption de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable. Ils ont passé en revue les résultats obtenus, les enseignements tirés et les difficultés rencontrées depuis la Conférence ministérielle de Kiev et ont décidé de la marche à suivre dans les années à venir. Ils ont adopté par acclamation une déclaration commune montrant leur attachement à la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie au cours des deuxième et troisième phases et au-delà de 2015. Les ministres ont prorogé le mandat du Comité directeur jusqu'en 2015 et l'ont prié de superviser la mise en œuvre de la Stratégie au niveau régional. C'était la première fois dans l'histoire du processus «Un environnement pour l'Europe» que les ministres chargés de deux secteurs différents se réunissaient pour prendre une décision commune, message encourageant d'intégration à d'autres secteurs et de coopération visant à faire du développement durable une réalité.

## INTRODUCTION

1. Des ministres, des chefs de délégation et des représentants de la société civile, d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales se sont réunis à Belgrade pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable et étudier les moyens susceptibles d'en améliorer l'efficacité. Ils ont réaffirmé que l'éducation en vue du développement durable pouvait faire évoluer les mentalités et donner aux populations les informations qui leur étaient nécessaires pour pouvoir en toute connaissance de cause choisir la voie du développement durable; elle pourrait donc jouer un rôle important dans les efforts visant à surmonter les problèmes sociaux, économiques et écologiques.

2. Les ministres ont estimé que la Stratégie constituait, parmi les diverses initiatives mises au point dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, une illustration unique en son genre de la mise en application de l'éducation en vue du développement durable au niveau régional et servait d'exemple à d'autres régions. La Stratégie s'était révélée être un cadre important pour mettre en œuvre l'éducation en vue du développement durable au niveau des États et offrait une occasion de coopérer efficacement au niveau régional. Elle avait encouragé différents acteurs à collaborer et contribué à l'adoption d'une démarche globale visant à introduire les thèmes du développement durable dans l'enseignement scolaire, non scolaire et extrascolaire.

### I. PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS

3. Un mécanisme complet de notification de données, s'accompagnant d'un ensemble d'indicateurs, a été considéré comme un instrument novateur qui aidait les pays à évaluer l'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie. Les informations provenant des 36 rapports nationaux d'exécution – même si leur degré de précision était variable – représentaient un résultat probant. Les gouvernements s'étaient vivement félicités de la collaboration étroite et efficace instaurée entre la CEE et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), notamment en ce qui concerne le suivi des progrès réalisés. D'autres organisations internationales compétentes ont été invitées à s'y associer en communiquant également des informations.

4. La première phase de la mise en œuvre de la Stratégie était déjà bien engagée: la plupart des pays étaient résolus à mettre en place les politiques et les structures institutionnelles et administratives nécessaires pour donner effet à cette stratégie. Les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, en particulier, avaient accompli des progrès perceptibles. Les pays d'Europe du Sud-Est avaient un certain nombre de difficultés à surmonter; bon nombre d'entre eux devaient encore prendre les mesures préalables requises pour soutenir la promotion de l'EDD. D'autres pays de la région avaient sensiblement progressé. Les structures administratives décentralisées n'avaient pas gêné l'application de la Stratégie en matière d'EDD: les pays dotés d'une structure fédérale avaient accompli des progrès satisfaisants.

5. Un des autres résultats majeurs de ce processus avait été la collecte de données sur les bonnes pratiques relatives à l'EDD dans la région de la CEE. L'effort entrepris de concert par la CEE et l'UNESCO s'était traduit par la première publication d'un large éventail de bonnes pratiques visant à promouvoir l'EDD dans l'enseignement scolaire, non scolaire et extrascolaire.

Ces pratiques, qui représentaient une masse d'expérience considérable, pouvaient jouer un rôle capital dans la promotion de l'EDD à l'échelle régionale et mondiale au cours des phases suivantes de la mise en œuvre de la Stratégie.

6. Les efforts concertés déployés en matière d'EDD en Asie centrale, dans la région méditerranéenne, dans les pays baltes et, depuis peu, en Europe du Sud-Est, ont fourni un exemple inédit de coopération concrète au niveau sous-régional.

## II. ENSEIGNEMENTS À RETENIR ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

7. Les élèves des écoles maternelles ou primaires d'aujourd'hui sont les décideurs de demain. Ce sont eux qui devront opérer les transitions nécessaires.

8. Un partenariat plus étroit entre les autorités et les parties prenantes ainsi qu'entre les différentes administrations, en particulier entre les Ministères de l'éducation et de l'environnement, restait la condition *sine qua non* d'un renforcement de la mise en œuvre.

9. Il a été confirmé que la question des compétences en matière d'EDD dans le secteur de l'enseignement intéressait la région tout entière et devait donc recevoir la priorité absolue, car elle constituait souvent un goulet d'étranglement pour la qualité de l'éducation.

10. Un autre objectif important était le renforcement des capacités des décideurs et des autres parties prenantes. Dans de nombreux pays, l'éducation informelle dispensée en coopération avec des ONG, ou «l'apprentissage social» parmi les parties prenantes, se trouvait encore à un stade embryonnaire.

11. Le développement durable avait été conceptualisé de différentes manières. Dans la plupart des cas, il était conçu dans une optique environnementale, en particulier dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et ceux d'Europe du Sud-Est. Ce n'est que dans certains pays qu'il commençait à faire l'objet d'une conception plus globale, permettant d'intégrer des perspectives socioéconomiques dans le contenu de l'EDD.

12. Il a été jugé nécessaire d'élaborer une documentation pour l'EDD à tous les niveaux, non seulement à l'intention des éducateurs et des formateurs d'enseignants, mais également pour d'autres parties prenantes (à savoir fonctionnaires, représentants des ONG, administrateurs et dirigeants d'entreprise). La plupart des pays étaient dépourvus de stratégie nationale visant à encourager l'élaboration d'outils et de documents relatifs à l'EDD. En dépit des besoins recensés dans le domaine de la recherche sur les questions liées à l'EDD, presque rien n'avait été fait à cet égard.

13. De nombreux pays de la région disposaient d'abondantes sources de connaissances autochtones et locales, mais celles-ci n'étaient guère exploitées, de sorte que le processus de mise en œuvre de l'EDD laissait à désirer.

14. L'autre objectif consistait à faire en sorte que le concept de durabilité intéresse non seulement certains groupes cibles mais la société tout entière. À l'échelle mondiale, les problèmes posés par les changements climatiques offraient un excellent exemple de la façon dont l'EDD pouvait être appliquée au jour le jour, vu que ces changements touchaient tout un

chacun et l'EDD était un moyen essentiel de façonner des compétences et d'influer sur les comportements pour aider à faire face à ces problèmes.

### III. MARCHE À SUIVRE

15. Les deuxième et troisième phases de la mise en œuvre de la Stratégie devraient être axées sur un nouveau renforcement des mesures initiales et sur le développement des compétences, du contenu de l'EDD et des outils et matériels pédagogiques en la matière. Une conception plus globale de l'EDD s'avérerait nécessaire afin de mieux intégrer toutes les autres composantes du développement durable à l'aspect environnemental, sur lequel était axée l'éducation à l'environnement. Un objectif aussi primordial ne pouvait être atteint qu'en favorisant des partenariats plus dynamiques grâce à des forums multipartites associant les secteurs de l'éducation et de l'environnement. Une des tâches auxquelles les pays devraient s'atteler en priorité consisterait à mettre au point des plans nationaux et à en entamer l'exécution.

16. Il faudrait promouvoir l'éducation en vue du développement durable en renforçant les capacités, en diffusant des données sur les bonnes pratiques et en partageant les expériences réussies. La mise en œuvre devrait être déterminée par les besoins et s'attacher à résoudre les problèmes propres à chaque pays tout en tenant compte des intérêts communs mis en lumière au niveau sous-régional.

17. Pour promouvoir l'EDD, il faudrait renforcer encore les partenariats avec le secteur privé, notamment avec les entreprises locales. Des liens plus étroits devraient être établis avec les aspects économiques, notamment en envisageant des incitations économiques et en encourageant la passation de marchés publics respectueux de l'environnement.

18. Il conviendrait de mieux faire connaître la contribution que les savoirs autochtones et autres savoirs traditionnels et locaux peuvent apporter dans l'évolution vers un monde plus durable.

19. Le Comité directeur devrait continuer à administrer le processus au niveau régional. La mobilisation des ressources nécessaires pour financer la mise en œuvre nationale et le processus régional devrait être une des tâches prioritaires des gouvernements. Afin de garantir une exécution stable et efficace du programme, les ministres ont jugé souhaitable d'envisager d'affecter des fonds provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies à la poursuite des travaux relatifs à la Stratégie dans le cadre de la CEE.

-----